

## Affaires courantes

(millions de dollars)	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
5. Allocations familiales et prestations fiscales pour enfants	2 492	2 524	2 552	2 595	2 634	2 711	2 824	2 870	5 302	5 296
% du PIB	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7
6. «Soins de santé»	7 134	7 465	7 462	7 685	7 780	7 354	8 048	9 771	8 331	8 098
% du PIB	1,5	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1	1,2	1,4	1,2	1,1
7. «Protection des personnes et de la propriété»	11 876	11 986	12 962	13 440	14 441	15 175	14 995	15 368	15 822	15 368
% du PIB	2,5	2,4	2,3	2,2	2,2	2,3	2,2	2,2	2,2	2,1
8. Intérêts sur la dette publique	24 620	26 107	27 801	31 688	37 357	41 808	41 496	38 807	38 338	39 279
% du PIB	5,2	5,2	5,0	5,2	5,7	6,2	6,1	5,6	5,4	5,2

1. Séries sur les prestations, pensions, etc., telles que figurant dans les Comptes des revenus et dépenses; les chiffres n'englobent pas les frais d'administration et les transferts en nature.

2. «Soins de santé» et «Protection des personnes et de la propriété» sont des catégories fonctionnelles de dépense du système de gestion financière; les chiffres englobent toutes les dépenses sous forme de transferts aux particuliers, aux administrations et aux entreprises ainsi que les dépenses directes en biens et services.

3. Intérêts sur la dette publique tels que figurant dans les Comptes des revenus et dépenses.

## Question n° 156—M. Althouse:

Pour chacune des 20 dernières années, quelle proportion de son produit intérieur brut le Canada a-t-il reçue en recettes fiscales grâce aux sources suivantes: impôt sur le revenu des particuliers; impôt sur le revenu des sociétés; taxes sur les ventes de fabricants; taxe sur les produits et services; remboursement des services rendus par des organismes fédéraux; cotisations au Régime de pensions du Canada et cotisations aux régimes de pensions de la fonction publique (militaire, GRC et parlementaire)?

**L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.):** Selon Statistique Canada, la question traite du rapport, au cours des

vingt dernières années, entre l'importance de certains revenus de l'administration fédérale et la taille de l'économie canadienne globale, telle que mesurée à Statistique Canada par le Produit intérieur brut. Le tableau démontre les estimations du PIB de Statistique Canada, celles demandées des recettes de l'administration fédérale et le ratio de ces valeurs au PIB, pour la période 1975 à 1994. On y trouve aussi des notes explicatives sur la sources des données et autres faits qui peuvent en influencer leur interprétation.

(millions de dollars)	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produit intérieur brut	171 540	197 924	217 879	241 604	276 096	309 891	355 994	374 442	405 717	444 735
Recettes de l'administration fédérale:										
1. Impôts sur le revenu des particuliers	12 278	14 477	14 283	13 689	16 321	19 131	22 976	25 746	26 809	28 189
% du PIB	7,2	7,3	6,6	5,7	5,9	6,2	6,5	6,9	6,6	6,3
2. Impôts sur le revenu des sociétés - perceptions	5 224	5 483	5 251	5 174	6 219	7 865	9 134	8 525	9 152	10 573
% du PIB	3,0	2,8	2,4	2,1	2,3	2,5	2,6	2,3	2,3	2,4
3. Taxe de vente des manufacturiers	2 971	3 911	4 284	4 766	4 592	5 174	6 200	5 846	6 411	7 353
% du PIB	1,7	2,0	2,0	2,0	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6	1,7
4. Taxe sur les produits et services - base d'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
% du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Ventes de biens et services	538	647	735	957	1 180	1 288	1 440	1 841	1 805	2 257
% du PIB	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
6. Cotisations au Régime de pensions du Canada	1 426	1 630	1 829	2 022	2 318	2 604	3 008	3 665	3 474	3 902

1. Toutes les séries tirées des Comptes des revenus et dépenses, sauf «ventes de biens et services», tirées des Comptes d'entrées-sorties. «Ventes de biens et services» excluent celles des entreprises publiques, sauf Énergie atomique du Canada et Société de développement du Cap-Breton, faisant partie de l'administration générale.

2. Recettes de la TPS sur une base d'exercice à la ligne 4 telles que figurant dans les Comptes des revenus et dépenses. Chiffres présentés avant déduction du crédit de TPS pour gens à faible revenu s'élevant à 2 367 millions de dollars en 1991, 2 557 millions de dollars en 1992, 2 655 millions de dollars en 1993 et 2 833 millions de dollars en 1994, et du crédit de transition à la TPS, estimé à 900 millions en 1991.